

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR - MARS 2021 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

La situation des charges et ressources du Trésor à fin mars 2021 fait ressortir un déficit budgétaire de 6,7 MM.DH, contre un excédent de 5,6 MM.DH au titre de la même période de 2020. La comparaison entre les deux périodes doit tenir compte de deux éléments exceptionnels, à savoir : i) la mobilisation en mars 2020 de recettes de 18,3 MM.DH dans le cadre du Fonds spécial de la gestion de la pandémie Covid-19, et ii) l'impact limité de la crise sanitaire au premier trimestre 2020.

Les réalisations devraient être analysées également à l'aune des mesures introduites dans la loi de finances 2021, notamment celles portant sur le maintien de l'effort d'atténuation temporaire de la charge fiscale sur certains secteurs en difficulté, l'encouragement du financement de l'entreprise et le programme de généralisation de la protection sociale.

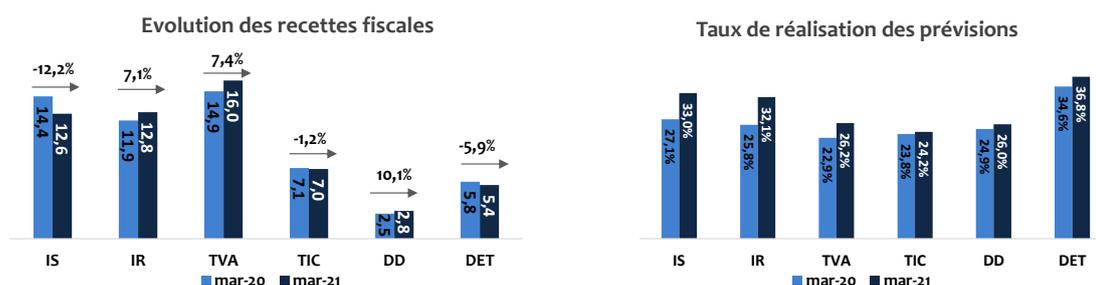
RECETTES

Quasi-stabilité des recettes fiscales ...

Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, une baisse de près de 2,7 MM.DH comparativement à fin mars 2020.

Globalement, les recettes fiscales ont enregistré un taux de réalisation de 29,1 % et ont accusé une baisse de près de 2,1 MM.DH, qui s'explique notamment par la non reconduction en 2021 de la mesure relative à la contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires, instituée par la loi de finances 2019. Hormis cette contribution, les recettes fiscales affichent une relative résilience en se situant quasiment au même niveau qu'à fin mars 2020, lequel n'a été affecté que partiellement par les effets de la pandémie. Cette quasi-stabilité des recettes fiscales recouvre les évolutions suivantes :

- une baisse des recettes tirées de l'IS (-1,8 MM.DH), en lien principalement avec la baisse de l'activité en 2020, et, dans une moindre mesure, des droits d'enregistrement et de timbre (-0,3 MM.DH) et des taxes intérieures de consommation (-0,1 MM.DH).
- une augmentation des recettes au titre de l'IR (+0,9 MM.DH) et de la TVA à l'intérieur (+0,8 MM.DH) et à l'importation (+0,3 MM.DH). A souligner que l'évolution de la TVA à l'importation s'explique principalement par la TVA sur les produits hors énergie (+0,5 MM.DH) qui a plus que compensé le recul de celle afférente aux produits énergétiques (-0,2 MM.DH), sous l'effet de la baisse des importations en volume et en prix.
- une augmentation des droits de douane de 0,3 MM.DH.



...et repli des recettes non fiscales

Pour leur part, les recettes non fiscales ont enregistré un repli de 0,9 MM.DH, imputable, à hauteur de 1,2 MM.DH, aux « fonds de concours ». Les produits provenant des établissements et entreprises publics ont, en revanche, enregistré une augmentation de 400 M.DH attribuable principalement à un versement de 500 M.DH de l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie au titre des dividendes de 2020.

DEPENSES

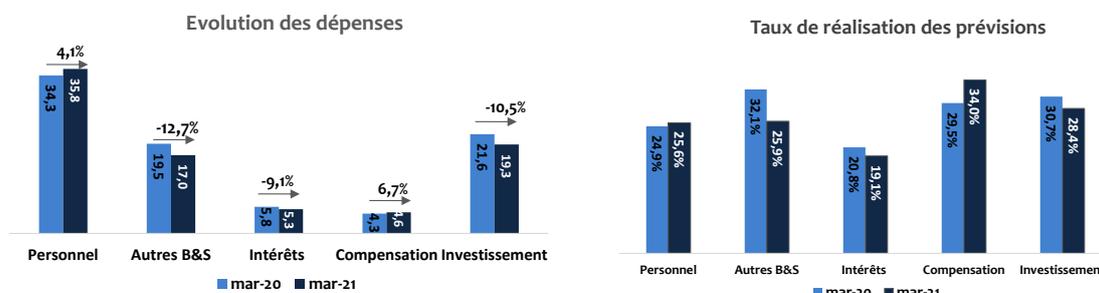
Recul des dépenses ...

L'exécution des dépenses ordinaires fait ressortir une baisse de 1,3 MM.DH et un taux d'exécution de 25,4%.

L'évolution par rapport à fin mars 2020 est imputable à un repli des dépenses au titre des « autres biens et services » (-2,5 MM.DH) et des intérêts de la dette (-0,5 MM.DH). En revanche, les dépenses de personnel se sont inscrites en hausse de 1,4 MM.DH sous l'effet notamment des mesures de la 3^{ème} phase du dialogue social. La charge de la compensation a enregistré une augmentation de 0,3 MM.DH en liaison notamment avec la hausse des cours du gaz butane.

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire négatif de 1,2 MM.DH, contre un solde positif de 0,2 MM.DH à fin mars 2020.

Les émissions au titre des dépenses d'investissement, pour leur part, se sont inscrites en baisse (-2,3 MM.DH) par rapport à fin mars 2020 pour s'établir à 19,3 MM.DH. Comparativement aux prévisions de la LF 2021, leur taux de réalisation s'est élevé à 28,4%.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de 13,9 MM.DH, contre près de 27 MM.DH à fin mars 2020 qui intégrait une recette nette de 17,1 MM.DH au titre du fonds Covid-19.

A noter que les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant de 3,8 MM.DH correspondant au produit de la contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires et les revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale en vertu de la LF 2021.

FINANCEMENT

Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 20,9 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de l'ordre de 27,6 MM.DH.

Ce besoin, augmenté du flux net des placements sur le marché monétaire (-4,2 MM.DH), a été couvert par recours au marché de la dette intérieure et la mobilisation de financements extérieurs pour des flux nets respectifs de 12,5 MM.DH et 4,5 MM.DH, ainsi que par la hausse des dépôts au Trésor pour un montant de 14,3 MM.DH.

Le flux au titre de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de 40,1 MM.DH, contre 37,6 MM.DH au premier trimestre de 2020, et des remboursements en principal pour 27,6 MM.DH, contre 18,3 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de l'ordre de 6,3 MM.DH, contre 0,4 MM.DH à fin mars 2020, et des amortissements quasiment au niveau de la même période de 2020, soit 1,7 MM.DH.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

	Mars	Loi de finances	Mars	Mars 2021 / Mars 2020		Taux de réalisation
	2020	2021	2021	en %	en valeur	en %
I - RECETTES ORDINAIRES	64.161	236.907	61.452	-4,2%	-2.708	25,9%
RECETTES ORDINAIRES (hors privat.)	64.161	232.907	61.452	-4,2%	-2.708	26,4%
Recettes fiscales	59.063	195.578	56.991	-3,5%	-2.072	29,1%
- Impôts directs	28.761	80.112	25.766	-10,4%	-2.995	32,2%
- Impôts indirects	22.009	89.970	23.014	4,6%	1.005	25,6%
- Droits de douane	2.542	10.768	2.798	10,1%	256	26,0%
- Enregistrement et timbre	5.752	14.729	5.414	-5,9%	-338	36,8%
Recettes non fiscales	4.602	38.029	3.688	-19,9%	-914	9,7%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	771	17.118	1.172	52,0%	401	6,8%
- Autres recettes	3.831	16.912	2.516	-34,3%	-1.315	14,9%
- Privatisation	0	4.000	0	-	0	-
Recettes de certains CST	495	3.300	773	56,2%	278	23,4%
- Fonds de soutien des prix	0	600	39	-	39	6,5%
- Fonds spécial routier	495	2.700	734	48,3%	239	27,2%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	58.606	308.038	68.143	16,3%	9.536	22,1%
DEPENSES ORDINAIRES	63.973	246.938	62.685	-2,0%	-1.288	25,4%
Biens et services	53.847	205.710	52.798	-1,9%	-1.049	25,7%
Personnel (1)	34.349	139.860	35.768	4,1%	1.419	25,6%
Autres biens et services	19.498	65.850	17.030	-12,7%	-2.468	25,9%
Dettes publiques (2)	5.814	27.678	5.286	-9,1%	-528	19,1%
Intérieure	5.198	23.560	4.308	-17,1%	-890	18,3%
Extérieure	616	4.118	978	58,9%	362	23,7%
Compensation (3)	4.312	13.550	4.601	6,7%	289	34,0%
SOLDE ORDINAIRE	188	-10.031	-1.233	-756,2%	-1.420	12,3%
INVESTISSEMENT	21.593	68.100	19.336	-10,5%	-2.257	28,4%
dont Fonds spécial routier	0	2.700	0	-	0	0,0%
SOLDE DES CST (4)	26.960	7.000	13.878	-48,5%	-13.082	198,3%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	5.554	-71.131	-6.690	-220,5%	-12.245	9,4%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-5.944		-20.856		-14.912	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-389	-71.131	-27.546	6973,9%	-27.157	38,7%
FINANCEMENT INTERIEUR	1.789	36.780	22.999		21.211	62,5%
Endettement intérieur	19.299		12.463		-6.836	
Autres opérations	-17.510		10.536		28.047	
FINANCEMENT EXTERIEUR	-1.399	34.351	4.547		5.946	13,2%
Tirages	380	41.000	6.268		5.888	15,3%
Amortissements	-1.779	-6.649	-1.721		58	25,9%

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autre biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Mars	Loi de finances	Mars	Mars 2021 / Mars 2020		Taux de réalisation
	2020	2021	2021	en %	en valeur	en %
RECETTES FISCALES	59.063	195.578	56.991	-3,5%	-2.072	29,1%
Impôts directs	28.761	80.112	25.766	-10,4%	-2.995	32,2%
Taxe professionnelle	22	69	34	54,5%	12	49,6%
I.S	14.374	38.236	12.623	-12,2%	-1.751	33,0%
I.R.	11.929	39.797	12.779	7,1%	850	32,1%
Contribution de solidarité sur les bénéfices	2.085	0	21	-99,0%	-2.064	-
Taxe urbaine/d'habitation	3	34	4	33,3%	1	11,8%
Majorations	341	1.924	299	-12,3%	-42	15,5%
Autres impôts directs	7	52	6	-14,3%	-1	11,5%
Impôts indirects	22.009	89.970	23.014	4,6%	1.005	25,6%
T.V.A.	14.873	60.907	15.967	7,4%	1.094	26,2%
(Intérieure)	5.166	24.714	5.966	15,5%	800	24,1%
(Importation)	9.707	36.193	10.001	3,0%	294	27,6%
T.I.C.	7.135	29.063	7.046	-1,2%	-89	24,2%
(Tabacs)	2.777	11.211	2.745	-1,2%	-33	24,5%
(Produits énergétiques)	3.917	15.926	3.878	-1,0%	-40	24,3%
(Autres)	441	1.926	424	-3,8%	-17	22,0%
Droits de douane	2.542	10.768	2.798	10,1%	256	26,0%
Enregistrement et timbre	5.752	14.729	5.414	-5,9%	-338	36,8%
RECETTES NON FISCALES	4.602	38.029	3.688	-19,9%	-914	9,7%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	771	17.118	1.172	52,0%	401	6,8%
- Autres recettes	3.831	16.912	2.516	-34,3%	-1.315	14,9%
- Privatisation	0	4.000	0	-	0	-
Recettes de certains CST	495	3.300	773	56,2%	278	23,4%
Fonds de soutien des prix	0	600	39	-	39	6,5%
Fonds spécial routier	495	2.700	734	48,3%	239	27,2%
RECETTES ORDINAIRES	64.161	236.907	61.452	-4,2%	-2.708	25,9%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Privat.)	64.161	232.907	61.452	-4,2%	-2.708	26,4%